EMPIRE CHÉRIFIEN
 Protectorat de la République Française
 AU MAROC

Bulletin Officiel

ABONNEMENTS.

	MAROC	FRANCE ET ÉTRANGER	ÉTRANGER
3 MOIS	4.50	6 fr.	7 »
6 MOIS	8 »	10 »	12 »
1 AN	15 »	18 »	20 »

ON PEUT S'ABONNER :

À la Résidence de France, à Rabat,
 à l'Office du Gouvernement Chérifien à Paris
 et dans tous les bureaux de poste.

Les abonnements partent du 1^{er} de chaque mois.

ÉDITION FRANÇAISE
 Hebdomadaire

DIRECTION, RÉDACTION ET ADMINISTRATION :
 Résidence Générale de France à Rabat, Maroc

Pour les abonnements et les annonces, s'adresser
 à la Direction du Bulletin Officiel.

Les mandats doivent être émis au nom de M. le
 Trésorier Général du Protectorat.

PRIX DES ANNONCES :

Annonces judiciaires (la ligne de 34 lettres,
 et légales) corps 8. 0.50

Sur 4 colonnes :

Annonces et (les dix 4^{es} lignes, la ligne. 0.60
 ans divers. Les suivantes. — 0.50

Pour les annonces réclames, les conditions
 sont traitées de gré à gré.

Réduction pour les annonces et réclames
 renouvelées.

Les annonces judiciaires et légales prescrites pour la publicité et la validité des actes, des procédures et des contrats pour toute la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien doivent être obligatoirement insérées au " Bulletin Officiel " du Protectorat.

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

	PAGES
1. — Ordre du 26 Mars 1915.	149
2. — Dahir du 28 Février 1915 sur le recouvrement des débits des comptables.	150
3. — Dahir du 10 Mars 1915 réglementant le Tertib.	150
4. — Dahir du 11 Mars 1915 sur le Tertib des arbres fruitiers.	152
5. — Arrêté du Directeur Général des Finances réglementant, pour l'année 1915, la réception et la vérification des déclarations des biens imposables au Tertib.	154
6. — Arrêté Viziriel du 8 Mars 1915 portant titularisation et nomination dans le personnel administratif de la zone du Protectorat français de l'Empire Chérifien.	156
7. — Arrêté Viziriel du 8 Mars 1915 portant nominations de Médecins du Service de la Santé et de l'Assistance publiques de la zone du Protectorat français de l'Empire Chérifien.	156
8. — Tableau d'avancement du personnel administratif de la zone du Protectorat français de l'Empire Chérifien pour l'année 1915.	156
9. — Arrêté Viziriel du 13 Mars 1915 portant nominations dans les cadres du personnel administratif de la zone du Protectorat français de l'Empire Chérifien.	157
10. — Arrêté Viziriel du 16 Mars 1915 modifiant l'Arrêté du 4 Chaâbane 1332 (28 Juin 1914) fixant, pour les villes de Casablanca et de Meknès, le taux des indemnités de logement allouées au personnel civil de la zone du Protectorat français de l'Empire Chérifien.	158
11. — Arrêté Viziriel du 16 Mars 1915 modifiant l'Arrêté du 3 Chaâbane 1332 (27 Juin 1914) fixant, pour les villes de Casablanca, de Kenitra et de Salé, le taux des indemnités de cherté de vie allouées au personnel civil de la zone du Protectorat français de l'Empire Chérifien.	158
12. — Arrêté Viziriel du 16 Mars 1915 portant ouverture d'un concours pour six emplois de Rédacteur stagiaire du personnel administratif de la zone du Protectorat français de l'Empire Chérifien (1 ^{er} avis). — Programme des matières du concours.	158
13. — Arrêté Résidentiel du 20 Mars 1915 relatif à des modifications apportées aux dispositions du Règlement du 19 Avril 1913 sur le Service de la Santé et de l'Assistance publiques au Maroc.	161
14. — Arrêté Viziriel du 24 Mars 1915 relatif à la mise en application du Règlement du 20 Mars 1915 sur le Service de la Santé et de l'Assistance publiques au Maroc.	167
15. — Témoignage de satisfaction accordé à un officier.	167
16. — Note relative au fonctionnement du Bureau de Recrutement installé à Rabat.	167

PARTIE NON OFFICIELLE

17. — Situation politique et militaire du Maroc à la date du 27 Mars 1915.	167
18. — Direction de la Santé et de l'Assistance publiques. — Addendum à l'instruction sur la rage.	168
19. — Annonces et avis divers.	168

PARTIE OFFICIELLE

ORDRE DU 26 MARS 1915

L'organisation du service pour l'entrée de SA MAJESTÉ LE SULTAN, la tenue des troupes, le service d'ordre, l'attitude de la population ont été irréprochables.

Le RESIDENT GENERAL, COMMANDANT EN CHEF, exprime toute sa satisfaction :

Au Colonel TARGE, Commandant la Subdivision, pour l'activité, l'initiative avec lesquelles, dans le temps le plus limité, il a assuré toutes les dispositions nécessaires ;

A toutes les Autorités civiles et militaires qui l'ont secondé,

Et notamment au Pacha, EL HADJ OMAR TAZI, pour les excellentes mesures qu'il a prises à l'égard de la population musulmane.

Il mentionne spécialement le service d'ordre dirigé par le Commissaire Central CARRETTE.

Il a constaté la belle tenue des troupes à qui il accorde la ration supplémentaire (Européens et Indigènes) en l'honneur de l'arrivée de SA MAJESTÉ LE SULTAN.

SA MAJESTÉ s'est montrée très sensible aux démonstrations de sympathie et de déférence dont Elle a été l'objet de la part de la population Européenne et de l'empressement respectueux des populations indigènes.

Elle a exprimé, à plusieurs reprises, sa satisfaction au RESIDENT GENERAL en comparant le présent au passé. Elle l'a prié d'être son interprète auprès de tous.

Casablanca, le 26 Mars 1915.

Le Commissaire Résident Général,
 Commandant en Chef,

LYAUTEY.

DAHIR DU 28 FÉVRIER 1915
sur le recouvrement des débits des comptables.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets :

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Considérant qu'il importe d'assurer le recouvrement des débits mis à la charge des comptables du Trésor ainsi que de toute personne chargée du maniement des deniers publics,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

ARTICLE PREMIER. — Le Trésor Public a, sur les biens meubles des comptables, un privilège qui s'exerce après les privilèges généraux et particuliers énoncés aux articles 1248 et 1250 de Notre Dahir du 9 Ramadan 1331 (12 août 1913) formant code des obligations et contrats.

ART. 2. — Le privilège du Trésor Public a lieu sur tous les biens meubles des comptables, même à l'égard des femmes séparées de biens, pour les meubles trouvés dans les maisons d'habitation du mari, à moins qu'elles ne justifient légalement que les dits meubles leur sont échus de leur chef, ou que les deniers employés à l'acquisition leur appartiennent.

ART. 3. — Les dispositions du présent Dahir sont applicables aux agents comptables matières ainsi qu'à toute personne, fonctionnaire ou non, faisant acte de comptable en percevant ou en payant toute somme : soit directement pour le compte du Trésor Public, soit indirectement, en agissant pour le compte d'un comptable du Trésor.

Elles s'appliquent également à toute personne qui, sans autorisation légale, se serait ingérée dans le maniement des deniers publics.

Fait à Rabat, le 13 Rebia II 1333.
(28 février 1915).

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 Mars 1915.

Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,

SAINT-AULAIRE.

DAHIR DU 10 MARS 1915
réglementant le Tertib.

LOUANGE A DIEU SEUL !
(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets ;

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

Dispositions générales

I. — Le Tertib ou impôt agricole comprend :

- 1° L'impôt des cultures annuelles ;
- 2° L'impôt des arbres fruitiers ;
- 3° L'impôt sur le bétail.

II. — L'impôt sur les cultures annuelles est dû sur les cultures de blé, orge, avoine, maïs, fèves, pois chiches, mil, sorgho, lin, coriandre, fenugrec, sur les cultures maraîchères ou industrielles et sur les cultures fourragères, proportionnellement à la superficie ensemencée et au rendement de la récolte.

III. — L'impôt sur les arbres fruitiers est dû sur les plantations d'oliviers, de palmiers, d'orangers, de citronniers, d'amandiers, sur les vignes et, en général, tous autres arbres fruitiers non dénommés.

Un Dahir spécial déterminera le mode d'assiette et les tarifs d'imposition de l'impôt sur les arbres fruitiers.

IV. — L'impôt sur le bétail est dû sur les animaux, d'après un tarif spécifique.

Déclarations

V. — Il sera établi un rôle général annuel du Tertib sur les cultures et sur le bétail, au vu des déclarations des contribuables, vérifiées par l'Administration.

Les déclarations doivent indiquer :

1. — Pour l'impôt sur les cultures annuelles, les superficies cultivées en hectares et fractions d'hectares ou, à défaut, en quantité de semences emblavées ou encore en charrues.

2. — Pour les animaux, le nombre de têtes de chaque espèce arrivées à l'âge imposable.

VI. — Pour la liquidation de l'impôt, les déclarations en semences ou en charrues seront converties en hectares par la commission de réception, d'après des barèmes locaux établis par le Chef de région sur la proposition des autorités de Contrôle d'accord avec les autorités indigènes.

Réception des déclarations

VII. — Les déclarations des sujets marocains seront reçues publiquement, à l'époque de l'année désignée par arrêté du Directeur des Finances, par une commission composée d'un Officier du Service des Renseignements ou de son représentant, ou d'un Contrôleur des Impôts et Contributions, du Caïd ou de son délégué, du Cheikh assisté des notables et d'un adel.

Les Caïds, Cheikhs et notables sont tenus de signaler sur-le-champ à la commission les omissions ou inexactitudes de déclarations dont ils auront connaissance.

Les déclarations sont centralisées dans les bureaux du Chef de la circonscription.

Les déclarations des contribuables autres que les sujets chérifiens doivent être souscrites, suivant le cas, aux bureaux des Chefs de circonscriptions, pour les Français ou nationaux des puissances ayant renoncé au privilège des capitulations, et au Consulat de la nation intéressée pour les autres.

Vérification des déclarations

VIII. — Les déclarations sont vérifiées par des soins de l'Administration en totalité ou par épreuves à des dates annoncées à l'avance par un avis publié au *Bulletin Officiel* et par des criées sur les marchés et autres lieux publics.

La vérification est effectuée avec l'assistance d'un expert indigène par un Officier ou un fonctionnaire de Contrôle, ou par un agent français de l'Administration.

Le contribuable est tenu d'y assister ou de s'y faire représenter.

Omission, insuffisance ou inexactitude des déclarations. Pénalités

IX. — L'Administration pourra suppléer par ses propres moyens à l'absence de déclarations.

Toute omission, insuffisance ou inexactitude de déclaration supérieure à 1/10 de la matrice imposable, est passible, en sus de l'impôt applicable aux éléments d'imposition omis, insuffisamment ou indûment déclarés, d'une amende égale à cet impôt et au double de l'impôt s'il y a récidive.

Lorsque l'omission est due à la négligence ou à la complicité des agents indigènes chargés des opérations d'assiette, ces agents sont passibles d'une amende égale au double de l'impôt afférent aux biens omis, sans préjudice des sanctions administratives qui pourront être reconvenues nécessaires.

Il peut être fait remise gracieuse de tout ou partie des pénalités encourues, au vu des explications des contrevenants et d'après les circonstances, par décision du Directeur Général des Finances.

Les amendes sont recouvrées en même temps que l'impôt et suivant la même procédure.

Evaluation du rendement

X. — Les commissions chargées de la vérification procéderont, en outre, aux époques fixées par arrêtés du Directeur des Finances, à la notation du rendement des récoltes des cultures annuelles en vue de leur classement dans l'une des catégories du tarif.

Réclamations

XI. — Les contribuables sont admis à réclamer contre les résultats de la vérification de leur déclaration ou de la fixation du rendement pendant un délai de 20 jours francs après la clôture des opérations.

Les réclamations formulées dans ce délai seront examinées par un agent français de l'Administration. Si cet agent ne tombe pas d'accord avec le contribuable, une commission d'expertise, placée sous la présidence du Chef de la circonscription et comprenant deux experts dont l'un est désigné par le contribuable, tranche en dernier ressort.

Les frais occasionnés par le recours à l'expertise sont à la charge de l'Administration ou du contribuable suivant que l'expertise est favorable ou non à ce dernier, sans préjudice des pénalités prévues à l'article 6.

Quotité de l'impôt. — Tarifs

XII. — L'impôt comprend le principal et des centimes additionnels.

Le tarif et le nombre de centimes additionnels est fixé chaque année par un Dahir spécial.

Dégrèvements postérieurs au passage des commissions

XIII. — Les cultures qui, après l'estimation de leur rendement par les commissions, viendraient à être détruites sur pied en tout ou partie, par la grêle, l'inondation, l'incendie ou les sauterelles, peuvent bénéficier de dégrèvements en rapport avec le dommage effectivement supporté par le cultivateur. La demande en dégrèvement doit être faite, dans les 15 jours du sinistre, au Chef de la circonscription.

Liquidation de l'impôt. — Etablissement des quittances

XIV. — Au vu du rôle établi conformément aux articles qui précèdent, il est procédé par les soins de la Direction Générale des Finances à la liquidation des taxes exigibles et à l'établissement des quittances individuelles des contribuables.

Dépôt des rôles

XV. — Les contribuables sont admis à réclamer contre les erreurs matérielles de liquidation de leur coté d'impôt pendant le mois qui suivra la mise en recouvre-

ment annoncée au *Bulletin Officiel*. Passé ce délai, le débiteur de la quittance ne pourra plus se pourvoir qu'en restitution pour faux ou double emploi.

XVI. — Le Directeur Général des Finances est chargé de l'exécution du présent Dahir et autorisé à y pourvoir par voie d'arrêtés.

*Fait à Rabat, le 23 Rebia II 1333.
(10 Mars 1915.)*

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 Mars 1915.

*Le Commissaire Résident Général,
LYAUTEY.*

**DAHIR DU 11 MARS 1915
sur le Tertib des arbres fruitiers.**

LOUANGE A DIEU SEUL !

(Grand Sceau de Moulay Youssef).

A Nos Serviteurs intègres, les Gouverneurs et Caïds de Notre Empire Fortuné, ainsi qu'à Nos Sujets.

Que l'on sache par les présentes — puisse Dieu Très Haut en illustrer la teneur ! —

Que Notre Majesté Chérifienne,

Vu le Dahir du 23 Rébia II 1333 (10 mars 1915), dont l'article 3 est ainsi conçu :

« Un Dahir spécial déterminera le mode d'assiette et les tarifs d'imposition du Tertib sur les arbres fruitiers »,

A DÉCRÉTÉ CE QUI SUIT :

Nature et base de l'impôt

I. — Le Tertib sur les arbres fruitiers frappe les plantations d'oliviers, d'orangers, de citronniers, d'amandiers, les vignes et en général tous les autres arbres fruitiers non dénommés.

L'impôt est dû d'après un tarif spécifique basé sur le revenu brut moyen des arbres, évalué contradictoirement avec le contribuable en la forme ci-après tracée.

II. — Les plantations nouvelles et les greffages sont exonérés de l'impôt jusqu'à ce qu'ils aient atteint l'âge de la production normale.

La durée de cette exonération est fixée comme suit :

Pour les palmiers :

20 ans après la plantation.

Pour les oliviers :

20 ans après la plantation ;

10 ans après le greffage lorsqu'il s'agit de régénération de vieilles plantations et 15 ans après pour les greffes sur sauvages.

Pour les orangers, citronniers et autres aurantiacées diverses :

5 ans après la plantation ;

4 ans après le greffage.

Pour les amandiers :

5 ans après la plantation ;

2 ans après le greffage.

Pour les figuiers :

4 ans après la plantation.

Pour les vignes :

4 ans après la plantation ;

3 ans après le greffage.

Pour tous les autres arbres fruitiers :

3 ans après la plantation ;

2 ans après le greffage.

Tout propriétaire ou dévolutaire d'immeubles qui effectuera une plantation nouvelle ou un greffage d'arbres fruitiers devra, dans l'année où l'opération a été faite, en faire la déclaration au Caïd ou au Chef de la circonscription du lieu de situation des biens sous peine d'être déchu pendant un an du bénéfice de l'exonération temporaire instituée par le présent Dahir.

Recensement général

III. — L'inventaire général de la matière imposable sera dressé à des dates qui seront fixées par arrêtés du Directeur Général des Finances insérés au *Bulletin Officiel* et publiés sur les marchés.

Dans le délai d'un mois à compter de la publication de ces arrêtés, les propriétaires ou dévolutaires d'arbres fruitiers sont tenus de déclarer au Caïd ou au Chef de leur circonscription le nombre d'arbres de chaque essence dont ils ont la propriété ou la jouissance, en indiquant l'âge exact des plantations qui n'ont pas encore atteint l'âge d'imposition.

Toute omission ou inexactitude de déclaration est passible, en sus de l'impôt applicable aux éléments d'imposition omis, d'une amende égale à cet impôt.

Lorsque l'omission ou l'inexactitude de déclaration est due à la complicité des agents indigènes chargés des opérations d'assiette, ces agents sont passibles d'une amende égale au double de l'impôt afférent aux biens omis, sans préjudice des sanctions administratives qui pourront être reconnues nécessaires.

IV. — Le recensement général des arbres fruitiers sera effectué en présence d'un contrôleur des Impôts et Contributions ou, à défaut, d'un délégué du Chef de la circonscription, par des commissions nommées par le Grand Vizir et composées du Caïd, du Cheikh, d'un expert et d'un adel.

Il a pour objet :

- 1° La vérification des déclarations par un comptage effectif et par la reconnaissance des arbres ;
- 2° La fixation du rendement brut moyen par arbre de chaque essence.

V. — L'itinéraire des commissions sera porté à la connaissance des contribuables par les moyens de publicité ordinaires.

Les contribuables sont tenus d'assister aux opérations et de laisser pénétrer les commissions sur leurs propriétés pour l'exercice de leur mission.

Toute opposition aux agents chargés du recensement sera punie d'une amende de 50 à 1.000 P. H.

VI. — Les résultats du recensement seront relevés séance tenante sur des bulletins dont un double sera remis au contribuable ou à son représentant.

Des matrices générales établies en la forme de comptes individuels seront dressés au vu des bulletins du recensement général et mises à jour par l'utilisation des résultats des recensements annuels.

Tenue à jour des matrices

A. — RECENSEMENTS ANNUELS

VII. — Chaque année, des commissions composées comme il est indiqué à l'article IV qui précède, effectueront la reconnaissance des arbres devenus imposables depuis le précédent recensement et évalueront leur rendement moyen en vue de leur imposition.

Elles procéderont en outre à la vérification des déclarations de greffages, de nouvelles plantations et de destructions d'arbres parvenues à l'Administration et à la reconnaissance des arbres omis dans les précédents recensements.

Elles pourront aussi procéder à la révision complète du recensement général si cette mesure paraissait nécessaire à l'Administration.

B. — DÉCLARATIONS DES CONTRIBUABLES

VIII. — Les propriétaires ou dévolutaires d'arbres fruitiers sont tenus de déclarer au Caïd de la circonscription du lieu de situation des biens, dans l'année où elles se produisent, les modifications survenues dans la condition juridique ou dans l'état de complantation des arbres fruitiers.

Les énonciations des matrices sont opposables aux contribuables tant qu'ils n'ont pas mis l'Administration à même, par les déclarations prévues ci-dessus, de tenir compte des changements survenus.

L'Administration est autorisée à utiliser d'office les indications des registres de recette des droits d'enregistrement et, en général, de tous les documents publics, pour opérer sur les matrices les changements résultant de mutations de propriétés non déclarées.

Cette faculté ne relève pas les contribuables des déchéances résultant de l'application du paragraphe 1^{er} du présent article

Réclamations

IX. — Les contribuables sont admis à réclamer contre les résultats de vérification de leur déclaration ou de la fixation du rendement moyen pendant un délai d'un mois après la clôture des opérations.

Les réclamations formulées dans ce délai sont examinées par un agent français de l'Administration. Si cet agent ne tombe pas d'accord avec le contribuable, une commission d'expertise placée sous la présidence du Chef de la circonscription et comprenant deux experts, dont l'un est désigné par le contribuable, tranche en dernier ressort.

Les frais occasionnés par le recours à l'expertise sont à la charge de l'Administration ou du contribuable, suivant que l'expertise est favorable ou non à ce dernier, sans préjudice des pénalités prévues aux articles 2 et 3.

Liquidation de l'impôt. — Rôles et quittances

X. — Au vu des matrices établies et mises à jour, conformément aux articles qui précèdent, il est procédé, par les soins de la Direction Générale des Finances, à l'établissement du rôle annuel et des quittances individuelles des contribuables.

Dépôt des rôles

XI. — Les contribuables sont admis à réclamer contre les erreurs matérielles de liquidation de leur cote d'impôt pendant le mois qui suivra la mise en recouvrement annoncée au *Bulletin Officiel*. Passé ce délai, le débiteur de la quittance ne pourra plus se pourvoir qu'en restitution pour faux ou double emploi.

Dispositions transitoires

XII. — Dans les circonscriptions où les dispositions du présent Dahir n'auront pu être mises en vigueur en 1915, il sera procédé à l'établissement de l'impôt sur les arbres fruitiers d'après les règles tracées dans l'Instruction générale du 20 Mars 1914, insérée au *Bulletin Officiel* du 22 Mai 1914. Des tarifs transitoires pourront être édictés par Arrêtés de Notre Grand Vizir.

XIII. — Le Directeur Général des Finances est chargé de l'exécution du présent Dahir et autorisé à y pourvoir par voie d'arrêtés.

Fait à Rabat, le 24 Rébia II 1333.

(11 Mars 1915.)

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 28 Mars 1915.

Le Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ DU DIRECTEUR GÉNÉRAL DES FINANCES
réglementant, pour l'année 1915, la réception et la
vérification des déclarations des biens imposables au
Tertib.

L'Inspecteur Général des Finances, Directeur Général
des Finances au Maroc,

Vu l'article 16 du Dahir du 23 Rébia II 1333 (10 mars
1915), ainsi conçu :

« Le Directeur Général des Finances est chargé de
« l'exécution du présent Dahir et autorisé à y pourvoir
« par voie d'arrêtés. »

ARRÊTE :

TITRE I

Réception des déclarations

ARTICLE PREMIER. — Les déclarations devant servir de
base à l'établissement des rôles du Tertib de 1915 seront
reçues des contribuables à partir de la date du présent
Arrêté jusqu'au 20 Mai pour les cultures d'hiver et de
printemps et les animaux imposables, et jusqu'au 30 juin
pour les cultures d'automne.

Les cultures entreprises après le 30 juin devront être
déclarées dans les 15 jours qui suivront l'ensemencement.

La matière imposable non déclarée dans les délais
ci-dessus sera passible des pénalités prévues pour les
omissions au Dahir organique du 23 Rébia II 1333 (10 mars
1915).

Dans les circonscriptions où le recensement général
des arbres fruitiers ne sera pas entrepris en 1915, les
arbres fruitiers imposables devront être compris dans la
déclaration des cultures d'hiver et de printemps par appli-
cation des dispositions transitoires édictées par l'article 12
du Dahir du 23 Rébia II 1333 (10 mars 1915) sur le Tertib
des arbres fruitiers.

ART. 2. — Les cultivateurs indigènes ou assimilés
doivent déclarer verbalement en personne ou par manda-
taire, dans le cheikhat du lieu de situation, leurs biens
imposables au Tertib.

Les déclarations seront reçues par la Commission
prévue à l'article 7 du Dahir du 10 Mars 1915, en séances
publiques, dans les centres et aux dates fixés par le Chef
de la circonscription et portés huit jours à l'avance à la
connaissance des intéressés par voie de criées sur les mar-
chés et d'affichage dans les bureaux des autorités locales
indigènes. L'adel de chaque commission est désigné par
le Chef de la circonscription sur la proposition du Caïd.

Il sera institué autant de centres de réception des
déclarations que le justifiera l'étendue du Caïdat, et les
opérations pourront, s'il est nécessaire, durer plusieurs
jours.

Les opérations de réception seront soumises à la sur-
veillance des agents locaux de contrôle et des Inspecteurs
de la Direction Générale des Finances.

ART. 3. — Les déclarations seront présentées par
lieu-dit et autant que possible dans l'ordre de voisinage
des biens. A défaut, le Caïd est obligatoirement tenu de
procéder, à la fin des réceptions, au classement dans cet
ordre des déclarations reçues.

Les indications fournies par les déclarants seront ins-
crites séance tenante, par le notaire, sur un registre spécial
dont chaque formule comprendra, en outre de la déclara-
tion formant souche, un récépissé à délivrer au cultivateur.

ART. 4. — Chaque déclaration devra être signée par
le déclarant ou, s'il est illettré, par le notaire. Elle indi-
quera :

1° Les noms, prénoms, profession et adresse du ou
des cultivateurs ;

2° La nature et la situation des biens ;

3° Pour chaque nature de culture, la superficie ense-
mencée en hectares ou fractions d'hectares, ou à défaut
la quantité de semences exprimée en mesures de capacité
usitées dans le pays, ou encore, en charrues. Cette quan-
tité est, séance tenante, convertie en superficie sur les bases
fixées pour la région par le tableau d'équivalence remis
à la commission par les autorités de contrôle ;

4° Pour les animaux, le nombre d'animaux de chaque
espèce en âge d'être imposés au moment où la déclaration
sera effectuée ;

5° Pour les arbres fruitiers, le nombre d'arbres pro-
ductifs de chaque essence.

ART. 5. — La sincérité des déclarations des cultiva-
teurs présents sera certifiée par le Caïd, le Cheikh et les
notables qui devront s'entourer, à cet effet, de tous les
moyens d'information dont ils disposent.

Lorsque le Caïd, le Cheikh et les notables croiront
devoir signaler des inexactitudes, leurs observations seront
portées sur la déclaration dans le cadre réservé aux résul-
tats du contrôle.

Le Caïd, le Cheikh et les notables feront d'office au
lieu et place des contribuables absents et dans les mêmes
formes, la déclaration des biens de ces derniers. Une
mention manuscrite portée sur la déclaration indiquera
qu'il s'agit d'une omission passible des pénalités édictées
par le Dahir organique.

ART. 6. — Lorsque toutes les déclarations d'un
cheikhat auront été reçues, le registre sera clôturé par un
procès-verbal inscrit au verso de la dernière souche uti-
lisée. Ce procès-verbal, signé du notaire, du Cheikh, des
notables et du Caïd ou de son représentant, et visé par
l'autorité de contrôle, relatera, s'il y a lieu, les incidents
qui se seront produits.

Les déclarations-souches seront ensuite transmises au
Chef de la circonscription qui les conservera en vue du
contrôle ultérieur et de l'inscription du rendement moyen.

ART. 7. — Les Européens et assimilés doivent inscrire dans leurs déclarations de cultures les mêmes indications que les indigènes.

Ils établissent leurs déclarations sur formules spéciales tenues à leur disposition dans les bureaux des Chefs de circonscriptions ou des Contrôles Civils et dans les Recettes particulières des Finances et dans celles des Impôts et Contributions. Ils les déposent en double expédition aux bureaux ou recettes sus-désignés, où il leur est accusé réception sur l'un des doubles.

Les nationaux des puissances qui n'ont pas renoncé au privilège des capitulations devront déposer leurs déclarations dans les bureaux des Consuls dont ils relèvent.

TITRE II

Vérification des déclarations

ART. 8. — Les autorités locales de contrôle et l'agent français de l'Administration chargé d'assurer, avec le concours d'un expert indigène, pourront se faire assister d'un ou de plusieurs mesureurs et, s'il y a lieu, d'un ou plusieurs notaires.

La vérification au second degré des déclarations, la surveillance des commissions et le contrôle de leurs opérations seront assurés par des Officiers supérieurs et par des Inspecteurs français de la Direction Générale des Finances.

ART. 9. — Chaque commission de vérification opérera dans la circonscription territoriale désignée par le Chef de circonscription.

Le jour de son arrivée dans chaque cheikhat sera annoncé à l'avance au Caïd, qui en avisera les propriétaires intéressés par la voie de criées sur les marchés.

Les contribuables devront se tenir à la disposition de la commission qui passera outre, le cas échéant, à l'absence des intéressés.

Si le Cheikh n'est pas en mesure de fournir tous les renseignements utiles à la commission, il se fera assister par un ou plusieurs indicateurs choisis parmi les indigènes connaissant le mieux les contribuables et la situation de leurs biens.

ART. 10. — La Commission de vérification procédera d'après les circonstances, et suivant que l'intérêt du Trésor ou des contribuables l'exigera, à la comparaison soit totale, soit partielle et par épreuves, des biens imposables et des déclarations pour relever les omissions ou les inexactitudes de déclaration.

Elle invitera les intéressés à formuler les réclamations qu'ils pourront avoir à présenter touchant la manière dont leurs déclarations ont été établies, la délivrance des récépissés à souche, etc.

Elle se fera représenter le plus grand nombre possible de récépissés et les rapprochera des souches.

Elle appellera l'attention des intéressés sur les déclarations faites d'office pour eux par l'autorité locale, et effectuera, le cas échéant, le redressement de ces déclarations.

ART. 11. — Pour la vérification des déclarations de cultures annuelles, la Commission procédera d'office ou à la demande des cultivateurs, par épreuves ou en totalité, au mesurage, aussi exact que possible, de la superficie en hectares des parcelles imposées.

Les résultats des mesurages seront inscrits, au fur et à mesure des opérations, dans le cadre réservé, à cet effet, **sur les déclarations et reportés sur les récépissés toutes les fois que les intéressés les représenteront.**

Si ces résultats sont inférieurs d'un dixième à la surface déclarée, les autorités de contrôle devront rechercher et indiquer sur le verso de la déclaration souche si l'insuffisance procède d'une intention de fraude en donnant toutes les indications susceptibles d'éclairer l'Administration tant sur la culpabilité du contribuable que, s'il y a lieu, sur celle des autorités locales indigènes.

Le Directeur Général des Finances prononcera au vu de ces indications les pénalités prévues à l'article 9 du Dahir du 10 Mars 1915, sous réserve de son droit de remise gracieuse.

ART. 12. — Pour la vérification des déclarations relatives aux animaux, la Commission procédera à des dénombremments à l'improviste dans les douars, les azibs ou sur les lieux de pâturage.

Si, après l'établissement du rôle général, les autorités de contrôle découvrent des omissions qui auront échappé à la Commission, elles devront les relever et proposer leur imposition par voie de rôle supplémentaire.

Le rôle supplémentaire sera établi par la Direction Générale des Finances dans la même forme que le rôle général.

ART. 13. — Dans les circonscriptions où les dispositions du Dahir spécial aux arbres fruitiers ne pourront être appliquées en 1915, les vérifications des déclarations seront effectuées d'après les procédés appliqués en 1914.

ART. 14. — Les réclamations présentées contre les opérations de révision des déclarations, dans le délai fixé par l'article 11, 1^{er} alinéa du Dahir du 23 Rébia II 1333 (10 mars 1915) seront examinées au premier degré par un représentant des autorités locales de contrôle ou un contrôleur de recensement accompagnés d'un expert.

La date de cet examen sera portée, au préalable, à la connaissance du réclamant, qui est tenu d'assister à l'opération ou de s'y faire représenter.

Les frais de cette révision et, le cas échéant, de l'expertise prévue au même paragraphe du dit article, sont, si la plainte est reconnue infondée, liquidés par le Directeur Général des Finances et recouvrés à l'encontre du réclamant en même temps que l'impôt.

TITRE III

Evaluation du rendement moyen

ART. 15. — Pour les cultures annuelles, l'évaluation du rendement présumé à l'hectare est effectué soit par les commissions chargées de procéder à la vérification des déclarations de cultures, soit par des commissions distinctes, composées dans les mêmes conditions. Les cultivateurs sont mis à même, par les avis adressés au Cheikh de la localité et par des criées dans les marchés de la région, d'assister à cette évaluation.

Celle-ci est faite à partir du moment où l'état des cultures est assez avancé pour permettre de présumer le rendement.

Les résultats sont consignés sur les déclarations de cultures correspondantes et, si possible, sur les récépissés représentés par les intéressés sur le lieu des cultures.

ART. 16. — Les cultivateurs peuvent jusqu'à la moisson formuler des réclamations contre les notations du rendement si celles-ci se trouvent exagérées, soit par suite d'une appréciation erronée de la Commission, soit par suite de dégâts survenus après l'évaluation de la Commission.

Les réclamations formulées contre la fixation du rendement moyen seront instruites dans les conditions fixées à l'article 14 qui précède.

Fait à Rabat, le 14 Mars 1915.

Le Directeur Général des Finances,

DE FABRY.

Vu et approuvé :

Rabat, le 14 Mars 1915.

Le Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 MARS 1915

portant titularisation et nomination dans le personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien.

Par Arrêté du Grand Vizir, en date du 21 Rebia II 1333 (8 Mars 1915),

M. DODIN, Edouard, Marcel, est titularisé dans ses fonctions de Commis-Expéditionnaire et nommé à la 4^e classe de son emploi, pour compter du 20 Mars 1915.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 8 MARS 1915
portant nominations de Médecins du Service de la Santé
et de l'Assistance Publiques de la zone du Protectorat
Français de l'Empire Chérifien.

Par Arrêté Viziriel, en date du 21 Rebia II 1333
(8 Mars 1915),

Sont nommés :

Médecin de 4^e classe

M. le Docteur D'ANFREVILLE DE JURQUET DE LA
SALLE, Léon, Louis, Henri ;

Médecin de 5^e classe

M. le Docteur SCHMERBER, Jacques, Lucien, Félix

Médecin stagiaire

M. le Docteur MANIFICAT, Joseph, Pierre, Louis.

TABLEAU D'AVANCEMENT
du personnel administratif de la zone du Protectorat
Français de l'Empire Chérifien pour l'année 1915

En exécution des dispositions de l'article 5 du Dahir
du 11 Djoumada el Oula 1331 (18 avril 1913), le tableau
d'avancement du personnel administratif de l'Empire Ché-
rifien, pour l'année 1915, a été arrêté ainsi qu'il suit par le
Conseil d'Administration, dans sa séance du 25 février 1915.

Sont inscrits au tableau d'avancement pour les grades
de :

Sous-Chef de Bureau de 1^{re} classe

M. DEPORTA, Jean, Rédacteur principal de 2^e classe.

Sous-Chefs de Bureau de 2^e classe

MM. MANTOUT, Maurice, Léopold, Rédacteur principal de
2^e classe ;

REVEILLAUD, Henri, André, Georges, Rédacteur de
1^{re} classe.

Rédacteurs de 2^e classe

MM. MOURIÈS, Lucien, Adolphe, Rédacteur de 3^e classe
LADAME, Charles, Marie, Rédacteur de 3^e classe.

Rédacteur de 4^e classe

M. CAILLAT, Victor, Clair, François, Rédacteur de
5^e classe.

Commis Expéditionnaire principal de 1^{re} classe

M. COTTONI, Constantin, Commis Expéditionnaire prin-
cipal de 2^e classe.

Commis Expéditionnaires et Dactylographes de 1^{re} classe

MM. LARRIEU, Raphaël, Joseph, Pierre, Marius, Commis de 2^e classe ;
 PONSOLLE, Antonin, Jules, Commis de 2^e classe ;
 GRIGUER, René, Commis de 2^e classe ;
 POLLACHI, Marie, Louis, Auguste, Commis de 2^e classe.

Commis Expéditionnaire de 2^e classe

M. BEY IBRAHIM HAMIDA, Commis de 3^e classe.

Commis Expéditionnaires et Dactylographes de 3^e classe

MM. DUPRAT, Henri, Commis de 4^e classe ;
 LHOTELLIER, Eugène, Victor, Commis de 4^e classe ;
 ROUVREAU, Joseph, Paul, Commis de 4^e classe ;
 MILLION, Gustave, Eugène, Léon, Commis de 4^e classe ;
 CAILTEAU, Emile, Clémentin, Commis de 4^e classe ;
 BERTRAND, Marie, Auguste, Commis de 4^e classe ;
 CAUSSE, Félix, Frédéric, Commis de 4^e classe ;
 FOURNIER, Lucien, Philibert, Antonin, Commis de 4^e classe ;
 LEVEAU, Henri, Alphonse, Commis de 4^e classe.

Arrêté le présent tableau d'avancement pour l'année 1915.

Rabat, le 25 Février 1915.

Le Secrétaire Général du Protectorat p. i.,
 Président du Conseil d'Administration,
 DE TARDE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 13 MARS 1915

portant nominations dans les cadres du personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien.

Par Arrêté Viziriel en date du 26 Rebia II 1333 (13 mars 1915).

Sont nommés, à compter du 1^{er} janvier 1915, aux emplois de :

Sous-Chef de Bureau de 1^{re} classe

M. DEPOTA, Jean, Rédacteur principal de 2^e classe.

Sous-Chefs de Bureau de 2^e classe

MM. MANTOUT, Maurice, Léopold, Rédacteur principal de 2^e classe ;

REVEILLAUD, Henri, André, Georges, Rédacteur de 1^{re} classe.

Rédacteurs de 2^e classe

MM. MOURIÈS, Lucien, Adolphe, Rédacteur de 3^e classe.
 LADAME, Charles, Marie, Rédacteur de 3^e classe.

Rédacteur de 4^e classe

M. CAILLAT, Victor, Clair, François, Rédacteur de 5^e classe.

Commis Expéditionnaire principal de 1^{re} classe

M. COTTONI, Constantin, Commis Expéditionnaire principal de 2^e classe.

Commis Expéditionnaires et Dactylographes de 1^{re} classe

MM. LARRIEU, Raphaël, Joseph, Pierre, Marius, Commis de 2^e classe ;
 PONSOLLE, Antonin, Jules, Commis de 2^e classe ;
 GRIGUER, René, Commis de 2^e classe ;
 POLLACHI, Marie, Louis, Auguste, Commis de 2^e classe.

Commis Expéditionnaire de 2^e classe

M. BEY IBRAHIM HAMIDA, Commis de 3^e classe.

Commis Expéditionnaires et Dactylographes de 3^e classe

MM. DUPRAT, Henri, Commis de 4^e classe ;
 LHOTELLIER, Eugène, Victor, Commis de 4^e classe ;
 ROUVREAU, Joseph, Paul, Commis de 4^e classe ;
 MILLION, Gustave, Eugène, Léon, Commis de 4^e classe ;

CAILTEAU, Emile, Clémentin, Commis de 4^e classe ;
 BERTRAND, Marie, Auguste, Commis de 4^e classe ;
 CAUSSE, Félix, Frédéric, Commis de 4^e classe ;
 FOURNIER, Lucien, Philibert, Antonin, Commis de 4^e classe ;

LEVEAU, Henri, Alphonse, Commis de 4^e classe.

Fait à Rabat, le 26 Rebia II 1333.

(13 Mars 1915.)

M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS, Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 20 Mars 1915.

Le Commissaire Résident Général,

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 MARS 1915

modifiant l'Arrêté du 4 Chaâbane 1332 (28 Juin 1914), fixant, pour les villes de Casablanca et de Meknès, le taux des indemnités de logement allouées au personnel civil de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu le Dahir du 11 Djoumada el Oula 1331 (18 avril 1913) ;

Vu l'Arrêté Viziriel du 4 Chaâbane 1332 (28 juin 1914), fixant, pour 1915 le taux des indemnités de logement accordées au personnel civil de l'Empire Chérifien,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — En raison des circonstances actuelles, la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'Arrêté Viziriel du 4 Chaâbane 1332 (28 juin 1914), fixant les indemnités de logement allouées au personnel civil de l'Empire Chérifien, est reportée à une date ultérieure, en ce qui concerne le classement des villes de Casablanca et Meknès.

Jusqu'à nouvelle décision à intervenir, ces deux localités continueront de figurer sur la liste des villes bénéficiant des indemnités de logement attribuées aux agglomérations urbaines comprises dans la deuxième catégorie.

ART. 2. — La date d'entrée en vigueur du présent Arrêté est fixée au 1^{er} janvier 1915.

Fait à Rabat, le 29 Rebia II 1333.
(16 Mars 1915.)

M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS, Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 Mars 1915.
Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,
SAINT-AULAIRE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 MARS 1915

modifiant l'Arrêté du 3 Chaâbane 1332 (27 Juin 1914), fixant, pour les villes de Casablanca, de Kenitra et de Salé, le taux des indemnités de cherté de vie allouées au personnel civil de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien.

LE GRAND VIZIR,

Vu le Dahir du 11 Djoumada el Oula 1331 (18 avril 1913) ;

Vu l'Arrêté Viziriel du 25 Chaoual 1331 (27 septembre 1913) ;

Vu l'Arrêté Viziriel du 3 Chaâbane 1332 (27 juin 1914), fixant, pour 1915, le taux des indemnités de cherté de vie accordées au personnel civil de l'Empire Chérifien ;

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — En raison des circonstances actuelles, la date d'entrée en vigueur des dispositions de l'Arrêté Viziriel du 3 Chaâbane 1332 (27 juin 1914), fixant les indemnités de cherté de vie allouées au personnel civil de l'Empire Chérifien, est reportée à une date ultérieure, en ce qui concerne le classement des villes de Salé, Kenitra et Casablanca.

Jusqu'à nouvelle décision à intervenir, la ville de Salé continuera de figurer sur la liste des villes bénéficiant des indemnités de cherté de vie allouées aux agglomérations urbaines comprises dans la première catégorie, et les villes de Kenitra et de Casablanca sur la liste de la deuxième catégorie.

ART. 2. — La date d'entrée en vigueur du présent Arrêté est fixée au 1^{er} janvier 1915.

Fait à Rabat, le 29 Rebia II 1333.
(16 Mars 1915.)

M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS, Grand Vizir

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 24 Mars 1915.

Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,

SAINT-AULAIRE.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 16 MARS 1915

portant ouverture d'un concours pour six emplois de Rédacteurs stagiaires du personnel administratif de la zone du Protectorat Français de l'Empire Chérifien (1^{er} avis).

LE GRAND VIZIR,

Vu le Dahir du 11 Djoumada el Oula 1331 (18 avril 1913), relatif au recrutement, à l'avancement et à la discipline du personnel administratif de l'Empire Chérifien ;

Vu l'Arrêté Viziriel du 26 Djoumada el Oula 1331 (22 avril 1914), instituant un concours pour le recrutement des rédacteurs stagiaires du personnel administratif de l'Empire Chérifien et le programme y annexé ;

Vu l'Arrêté Viziriel du 30 Djoumada Et Tani 1331 (26 mai 1914), portant ouverture d'un concours pour plusieurs emplois de rédacteurs stagiaires du personnel administratif de l'Empire Chérifien ;

Considérant qu'en raison des circonstances actuelles, le concours pour l'emploi de rédacteur stagiaire, fixé au 16 novembre 1914 par l'Arrêté susvisé du 30 Djoumada el Tani 1332 (26 mai 1914), n'a pu avoir lieu à la date indiquée ;

Vu l'Avis du Conseil d'Administration du 20 février 1915,

ARRÊTE :

ARTICLE PREMIER. — Un concours pour l'emploi de six postes de rédacteurs stagiaires du personnel administratif de l'Empire Chérifien s'ouvrira à Rabat le 1^{er} juin 1915.

Ce concours est exclusivement réservé aux fonctionnaires des divers Services de l'Administration Chérifienne, comptant, à la date du 1^{er} juin 1915, une année de service au Maroc.

Le programme est fixé par l'Arrêté Viziriel susvisé du 26 Djoumada el Oula 1332 (22 avril 1914).

ART. 2. — 1^o L'épreuve obligatoire d'histoire ou de géographie aura lieu à Rabat, le mardi 1^{er} juin 1915, de 9 heures à midi ;

2^o L'épreuve obligatoire d'administration, le même jour, de 15 à 18 heures ;

3^o L'épreuve facultative de langues vivantes, le mercredi 2 juin 1915, de 9 heures à midi.

ART. 3. — Les fonctionnaires des divers Services de l'Administration Chérifienne qui, en raison de leur situation militaire, n'auront pu subir les épreuves de ce concours aux dates indiquées ci-dessus, seront autorisés à se présenter à un concours supplémentaire dont l'époque sera fixée dès que les circonstances le permettront. Les candidats, qui auront pris part à ce second concours avec succès, pourront être nommés rédacteurs stagiaires dans les mêmes conditions que les candidats admis au premier examen ouvert le 1^{er} juin 1915 et bénéficieront de la même ancienneté.

Fait à Rabat, le 25 Rebia II 1333.

(16 Mars 1915.)

M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GUEBBAS, Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution.

Rabat, le 24 Mars 1915.

Le Ministre Plénipotentiaire,

Délégué à la Résidence Générale,

SAINT-AULAIRE.

PROGRAMME DES MATIÈRES DU CONCOURS
pour l'emploi de Rédacteur stagiaire
(Annexe à l'arrêté du 23 Avril 1914)

I

HISTOIRE

Histoire de la France aux XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles, étudiée spécialement au point de vue de son rôle et de sa politique d'expansion dans le monde, et plus spécialement dans l'Afrique du Nord.

Louis XIV et Louis XV. — Expansion coloniale et rivalité des puissances en Amérique, en Afrique, aux Indes — Conceptions coloniales — Grandes Compagnies Coloniales — Traité d'Utrecht (1713) — La France et l'Angleterre au Canada — Traité de Paris (1763) — Guerre de l'Indépendance américaine — Traité de Versailles (1783) — Louis XVI, la Révolution, l'Empire — Extension maritime et coloniale de l'Angleterre durant la période impériale — Le Blocus continental

Etat de la France en 1815 — Le Congrès de Vienne — La Restauration — Louis XVIII — Charles X — La Conquête de l'Algérie — Etat de l'Algérie avant la conquête — Prises d'Alger et de Constantine — Abd-el Kader — Le Général Bugeaud — Fin de la conquête — L'occupation et l'organisation.

Louis-Philippe — Le droit de visite — L'affaire Pritchard — La République de 1848.

Le second Empire — Guerre de Crimée et d'Italie — Annexion de la Savoie et du Comté de Nice — Campagne du Mexique — Expédition de Syrie — Guerre de 1870 — Traité de Francfort.

Conquête de l'Afrique du Nord — Occupation de l'Algérie, de la Tunisie — Le Protectorat — Conquête de la Kabylie — du Sahara — du Sénégal — du Soudan, des possessions de l'Afrique occidentale française et de l'Afrique équatoriale française — L'Indo-Chine — Madagascar et l'Océanie — Accord du 8 avril 1904 entre la France et l'Angleterre.

La politique française au Maroc — L'accord de 1863 — La Convention de Madrid du 3 juillet 1880 — L'acte d'Algésiras — Accords Franco-Espagnols et Franco-Allemands — La Convention de Berlin du 4 Novembre 1911.

Les confins Algéro-Marocains.

II

GÉOGRAPHIE

Géographie physique, ethnographique, politique, économique des possessions françaises de l'Afrique du Nord.

La Berbérie ou l'Afrique Mineure — L'Algérie — La Tunisie — Le Maroc — Nature et relief du sol — Orographie — L'Atlas.

Géologie — Les rives de la Méditerranée et de l'Océan Atlantique.

La région côtière — l'hinterland — Le Sahara.

Le climat.

Hydrographie.

Flore — Faune.

Ethnographie — Arabes — Berbères — Israélites — Européens — Les tribus — Les nomades et les sédentaires — Notions sur l'organisation sociale, familiale et religieuse des peuplades musulmanes de l'Afrique du Nord.

Divisions politiques — Circonscriptions administratives.

Voies de communication par mer et par terre — Ports — routes — chemins de fer — câbles — courants d'échange.

Relations des possessions de l'Afrique du Nord entre elles, avec les pays voisins et avec l'Europe.

Agriculture.

Forêts.

Commerce.

Industrie.

Colonisation Européenne.

III

ADMINISTRATION DE L'AFRIQUE DU NORD ET DES COLONIES

A. — ADMINISTRATION MAROCAINE

Organisation administrative, judiciaire, financière du Maroc
(période actuelle)

Notions sommaires

Mesures administratives réalisées par les traités internationaux — Convention de Madrid de 1880 — Acte d'Algésiras — Accords Franco-Allemands et Franco-Espagnols.

Protectorat de la République Française au Maroc — Actes constitutifs — Traités — Décrets.

Représentation de la République Française au Maroc — Le Résident Général — L'Administration Centrale — Contrôles Civils — Le Haut Commissaire du Gouvernement à Oudjda.

Le Maghzen — Le Sultan — Le Grand Vizir — Les Ministres.

Organisation régionale — Régions militaires — Régions civiles — Autorités indigènes — Caïds.

Organisation locale — Les villes de la côte et de l'intérieur.

Commissions municipales — Chambres de commerce.

Organisation administrative de la zone internationale de Tanger et de la zone espagnole.

Organisation judiciaire — Les capitulations — Protection (accord de 1863) — Justice française — Justice indigène.

Finances — Budget — Revenus concédés — Emprunts — Dette — Impôts indigènes — Tertib — Impôts directs — Douanes — Monopole des tabacs — Monnaies.

Régime foncier — Domaines et biens maghzen — Biens habous — Régime de l'immatriculation.

Travaux publics — Adjudications.

Armée — Corps d'occupation — Troupes auxiliaires marocaines.

B. — ADMINISTRATION DE L'ALGÉRIE

Gouvernement Général — Conseil de Gouvernement — Conseil Supérieur de Gouvernement — Délégations Financières — Représentation au Parlement — Conseils généraux — Administration territoriale, départements, territoires du Sud — Communes de plein exercice — Communes mixtes — Administration indigène — Bureaux arabes.

Différentes populations.

Finances — Budgets — Régime fiscal — Impôts arabes.

Organisation judiciaire — Justice française et justice indigène — Pouvoirs disciplinaires des Administrateurs et des Juges de Paix — Naturalisation.

Armée.

Régimes des terres — Colonisation — Régime douanier — Travaux publics — Chemins de fer — Relations avec la France, les pays du bassin de la Méditerranée et le Maroc.

C. — ADMINISTRATION DE LA TUNISIE

Organisation et fonctionnement du Protectorat — Le Bey — Gouvernement Tunisien — Résident Général — Fonctionnaires indigènes — Contrôleurs civils — Organisation municipale — Administration indigène — Conférence consultative — Régime Financier — Budget — Impôts.

Justice française et indigène.

Armée.

Régime des terres — Immatriculation.

Colonisation — Régime douanier — Travaux Publics — Chemins de fer.

Relations avec la Métropole, les pays du bassin de la Méditerranée et ceux de l'Afrique du Nord.

D. — ADMINISTRATION DES COLONIES FRANÇAISES

Notions très sommaires

Leur énumération et leur répartition sur la surface du globe — Organisation politique — Assujettissement — Autonomie — Assimilation — Utilité des colonies — Différents types de colonies — Colonies de commerce, d'exploitation, de plantations, de peuplements.

Organisation générale des colonies — Organisation métropolitaine — Ministère des Colonies — Représentation au Parlement — Gouverneurs — Administration — Armée coloniale.

Justice — Finances — Budget colonial — Budgets locaux.

IV

LANGUES VIVANTES

a) langue arabe ou berbère — note maxima .	10
b) langue espagnole :	5
c) langue anglaise :	5
d) langue allemande :	5
e) langue italienne :	5

Thème d'une durée de trois heures avec le concours du dictionnaire.

ARRÊTÉ RÉSIDENTIEL DU 20 MARS 1915

relatif à des modifications apportées aux dispositions du Règlement du 19 Avril 1913, sur le Service de la Santé et de l'Assistance Publiques au Maroc.

Depuis la suppression de la Direction Spéciale du Service de Santé des T. M. O. exercée actuellement par le Directeur Général du Service de Santé, la division en zones au Maroc du Service de la Santé et de l'Assistance publiques n'a plus sa raison d'être.

Ce service comprend deux divisions :

1° Le Service de Santé Militaire proprement dit, assuré suivant les prescriptions réglementaires par le Directeur Général lui-même ;

2° Le Service des Formations Sanitaires Civiles, des Formations Sanitaires Indigènes et de l'Assistance Médicale indigène, centralisé sous la haute direction du Directeur Général, par le Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques placé auprès de lui et à qui ressortit tout ce qui concerne l'Assistance Indigène, hôpitaux, infirmeries, groupes sanitaires mobiles, assistance mobile.

L'Assistance Indigène est, dans chaque Région, sous la direction technique du Médecin Chef de Région, et la haute direction du Commandant de Région.

Dans les villes, conformément aux prescriptions de la lettre du 4 juin, n° 4112, les Services d'Hygiène et d'Assistance sont placés sous l'autorité directe du Chef des Services Municipaux.

En conséquence des dispositions ci-dessus, le COMMISSAIRE RESIDENT GENERAL,

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le Règlement du 19 avril 1913, sur le Service de la Santé et de l'Assistance publiques au Maroc, est modifié.

Il aura la teneur suivante :

RÈGLEMENT

sur le Service de la Santé et de l'Assistance Publiques au Maroc

CHAPITRE PREMIER

Organisation générale du Service de Santé au Maroc

ARTICLE PREMIER. — Le Service Général de la Santé au Maroc comprend deux divisions :

1° Le Service de Santé Militaire ;

2° Le Service de la Santé et de l'Assistance publiques.

ART. 2. — Le Service de Santé Militaire est exécuté suivant les prescriptions réglementaires en vigueur, sous la direction du Médecin Inspecteur, Directeur des T. M. O.

ART. 3. — Le Service de la Santé et de l'Assistance publiques est dirigé et centralisé par le Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques, placé auprès du Directeur Général et sous ses ordres immédiats.

Objet du Service de la Santé et de l'Assistance publiques

ART. 4. — Le personnel du Service de la Santé et de l'Assistance publiques est chargé d'assurer :

1° La prévision, la préparation et l'exécution des mesures d'hygiène et de prophylaxie générale ;

2° Les consultations et les soins à donner aux indigents ;

3° L'hospitalisation (hôpitaux ou infirmeries) de toutes catégories de malades ;

4° Le fonctionnement des services sanitaires municipaux et maritimes ;

5° La visite des prisons et les réquisitions judiciaires ;

6° La visite des écoles ;

7° Les soins à donner aux fonctionnaires et à leur famille directe ;

8° Et, généralement, l'ensemble des Services de Santé et d'Hygiène publiques ;

9° L'approvisionnement des médicaments et du matériel.

Action du Commandant de Région, du Contrôleur Civil ou du Consul

ART. 5. — Dans chaque Région, ou Territoire de Contrôle, ou ville siège d'hôpital, le Service de la Santé et de l'Assistance publiques est subordonné à l'autorité directe du Commandant de Région, ou du Contrôleur Civil, ou du Chef des Services Municipaux qui en est responsable.

En attendant la réalisation de la personnalité communale, le Commandant de Région, ou le Contrôleur Civil, ou le Chef des Services Municipaux, pourra utiliser sur place, pour les besoins communaux, le personnel sanitaire.

Pour la création des formations sanitaires fixes et mobiles, le Commandant de Région, ou le Contrôleur Civil, ou le Chef des Services Municipaux, déterminera, selon les besoins de la pénétration, le point où pourra être installée une Assistance provisoire ; mais, avant toute édification destinée au maintien ou au développement de ces formations provisoires, il soumettra au Commissaire Résident Général tous projets d'installation définitive.

Ces projets seront toujours examinés par les services techniques compétents qui donneront leur avis motivé.

Le Commandant de Région, Contrôleur Civil ou Chef des Services Municipaux, établit les prévisions budgétaires de son ressort et les adresse au Secrétariat Général Chéri-fien, qui les envoie, pour avis, au Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques.

Personnel

ART. 6. — Le personnel d'exécution du Service de la Santé et de l'Assistance publiques comprend :

- 1° Des Médecins civils (Docteurs et Doctresses) ;
- 2° Des Médecins militaires, hors cadres et spécialement affectés ;
- 3° Les Médecins des T. M. O. ;
- 4° Des Pharmaciens, Sages-femmes, Comptables, Commis, Infirmiers et Infirmières européens et indigènes, journaliers, conducteurs.

Matériel et Médicaments

ART. 7. — Dans toutes les formations de l'Assistance, le matériel et les médicaments proviennent d'achats dans le commerce autorisés par le Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques.

Les demandes sont établies par les Médecins Chefs des formations sanitaires, visées par les Commandants de Région, Contrôleurs Civils ou Chefs des Services Municipaux, et accordées par le Directeur de l'Assistance publique.

Ultérieurement, lorsque fonctionneront le magasin du matériel et la pharmacie centrale du Service de l'Assistance, les demandes des formations seront satisfaites par ces deux établissements.

Gestion

ART. 8. — *Matières.* — Le matériel de toute nature délivré aux formations de la Santé et de l'Assistance publiques est inscrit sur un carnet de matériel.

Le Médecin Chef inscrit à ce carnet le matériel qui lui est délivré au moment où la formation est constituée et celui qui lui est ensuite successivement remis ; il conserve à l'appui les factures de livraison. Les sorties par pertes, mises hors de service, etc., sont portées à ce carnet avec indications sommaires des circonstances qui les ont motivées, mais il n'est établi aucune pièce justificative.

Lorsqu'une formation est dissoute, ou lorsqu'elle reverse du matériel au magasin d'approvisionnement ou à une autre formation, il est établi un bulletin de livraison servant de décharge au Médecin Chef, et le comptable réceptionnaire prend charge au moyen d'un certificat administratif.

Le carnet de matériel est annuel.

ART. 9. — *Deniers.* — Les budgets des formations sanitaires fixes et mobiles de l'Assistance sont délégués aux Chefs des Bureaux des Renseignements et des Municipalités, qui en sont liquidateurs.

La liquidation du budget de la Direction Centrale de l'Assistance y compris celle des articles qui lui ont été rattachés, de concert avec la Direction Générale des Finances, est opérée par le Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques.

Successions

ART. 10. — *Successions provenant d'indigènes.* — Les produits de successions laissés à l'hôpital ou à l'infirmierie par les indigènes décédés sont remis, contre reçu, au Moul-el-Mouarit, fonctionnaire chargé au Maroc de liquider les successions des indigènes.

ART. 11. — *Successions provenant de citoyens Français.* — Les produits de successions laissés à l'hôpital ou à l'infirmierie par les Français décédés sont remis, contre reçu :

1° Les valeurs en numéraire ou en papiers, au Payeur aux Armées, préposé de la Caisse des Dépôts et Consignations ;

2° Les testaments, les effets, bijoux, armes, autres objets, etc., au Secrétaire-Greffier du Tribunal de paix de la circonscription dans laquelle est situé l'hôpital ou l'infirmierie.

ART. 12. — *Successions provenant d'étrangers.* — Tous les produits de successions laissés à l'hôpital ou à l'infirmierie par les étrangers décédés sont remis au Consul de la nationalité à laquelle appartiennent les décédés.

CHAPITRE II

ATTRIBUTIONS DES DIRECTEURS ET DES CHEFS DE SERVICE

Attributions du Médecin Inspecteur, Directeur Général du Service de Santé au Maroc

ART. 13. — Le Médecin Inspecteur, Directeur Général, exerce son action sur toutes les parties du service. Il inspecte les diverses formations sanitaires et fait ensuite au Commissaire Résident Général un compte rendu, dont il adresse un extrait, en ce qui le concerne, au Directeur de l'Assistance publique.

Il donne des ordres concernant :

- 1° Le fonctionnement général du Service ;
- 2° L'hygiène et l'état sanitaire ;
- 3° Les missions sanitaires et les mesures prophylactiques ;
- 4° Les mutations, l'avancement, les récompenses et les mesures disciplinaires graves concernant le personnel.

Attributions du Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques

ART. 14. — Le Directeur a sous ses ordres directs, dans ses bureaux, un personnel composé comme suit :

Un médecin-adjoint, portant le titre d'adjoint civil, auquel il peut déléguer tout ou partie de ses pouvoirs tout en gardant la responsabilité du service, et qui assure l'expédition des affaires en cas d'absence ;

Un rédacteur, Chef du Secrétariat, chargé de la statistique et du service des archives ;

Un rédacteur comptable ;

Deux commis dactylographes ;

Un chaouch.

Au Directeur sont réservées les peines disciplinaires de l'avertissement et du blâme et les propositions de mutation, d'avancement, et des mesures de discipline graves.

ART. 15. — Du Directeur relèvent :

1° Le personnel du bureau central de sa Direction et le personnel civil et militaire de toutes ses formations ;

2° La surveillance de l'Institut Pasteur ;

3° La centralisation de la statistique médicale ;

4° La liquidation des dépenses spéciales à son service ;

5° L'examen, par avis, des propositions établies par les Commandants de région, Contrôleurs Civils ou Chefs des Services Municipaux, concernant la création de formations nouvelles ou la suppression de formations devenues inutiles ;

6° La direction des formations sanitaires ;

7° La direction du Service de l'approvisionnement en matériel et en médicaments ;

8° Eventuellement, la direction de la police sanitaire maritime ;

9° Le contrôle de l'inspection sanitaire des écoles ;

10° Le contrôle des Services sanitaires municipaux ;

11° Eventuellement, la haute autorité sur l'Ecole des Assistants médicaux Indigènes et sur celle des Infirmiers Indigènes

ART. 16. — Le Directeur adresse au Directeur Général :

1° Le rapport destiné à servir à la composition du rapport mensuel du Protectorat ;

2° En mars, la statistique générale annuelle.

ART. 17. — Le Directeur est responsable, vis-à-vis du Directeur Général, de l'exécution du service technique dans les diverses formations de l'Assistance.

Son action s'exerce sur toutes les parties du service et, pour ce faire, il se tient en relations constante avec le Commandant de Région et son conseiller technique, le Médecin Chef de Région, de manière à ce qu'il y ait à la fois unité de vue et de direction, d'une part, et décentralisation dans l'action et la surveillance, d'autre part.

Le Directeur apprécie et note, au point de vue technique, le personnel sous ses ordres.

ART. 18. — Le Directeur prononce toutes les mutations de personnel civil, lorsque ces mutations n'entraînent aucun changement de résidence. Lorsque les mutations de ce personnel entraînent un changement de résidence, elles sont proposées, après avis des Commandants de Région intéressés, par l'intermédiaire du Directeur Général, au Commissaire Résident Général qui prononce.

Formations sanitaires

ART. 19. — Les formations sanitaires de l'Assistance sont :

1° Les hôpitaux régionaux ;

2° Les infirmeries indigènes ;

3° Les groupes sanitaires mobiles ;

4° Les dispensaires urbains ;

5° L'Institut Pasteur de Rabat ;

6° Le Centre Vaccinogène ;

7° Le magasin d'approvisionnement ;

8° Les missions sanitaires temporaires.

ART. 20. — Des arrêtés ultérieurs fixeront, au moment de leur création, le mode de fonctionnement des formations ci-dessous désignées :

1° Hôpitaux régionaux ;

2° Institut Pasteur ;

3° Magasin d'approvisionnement.

ART. 21. — Les infirmeries sont créées dans les régions ou cités peuplées ; elles sont dirigées et administrées par les Médecins Chefs, sous le contrôle de leurs chefs immédiats : Chefs des Bureaux de Renseignements, Contrôleurs Civils ou Chefs des Services Municipaux.

Ces infirmeries représentent, en plus simple, les hôpitaux.

Les opérations chirurgicales importantes y seront évitées, sauf urgence, et les cas graves ainsi que ceux entraînant des soins spéciaux seront dirigés sur les hôpitaux.

ART. 22. — Des dispensaires urbains sont éventuellement créés dans les villes peuplées (création amorcée à Fez) ; ces dispensaires desservent les quartiers dont ils soignent les indigents. Les Médecins de ces dispensaires urbains s'occupent également de l'hygiène locale et

signalent les mesures nécessaires au Chef des Services Municipaux.

Les postes de secours urbains sont plus spécialement installés dans les ports.

ART. 23. — Les missions sanitaires temporaires sont organisées lorsqu'il est nécessaire. La constitution et l'organisation de chaque mission sont l'objet de propositions spéciales, toujours soumises à l'approbation du Directeur Général et à la décision du Commissaire Résident Général.

ASSISTANCE PUBLIQUE DANS LES FORMATIONS SANITAIRES

a) Formations sanitaires fixes

ART. 24. — Les hôpitaux militaires et les infirmeries-ambulances reçoivent, soit dans les salles communes, soit dans les salles spéciales, et contre remboursement du Protectorat, ou de l'individu, ou du Consul, s'il s'agit d'un étranger, tout Européen malade ou blessé ; y sont traités dans les mêmes conditions, les indigènes qui acceptent l'hospitalisation à l'euro-péenne.

Dans les villes et dans les territoires du Contrôle Civil, ces Européens et ces indigènes sont admis dans les hôpitaux militaires, sur le vu d'un billet d'entrée signé d'un Médecin de la Santé et de l'Assistance publiques, contresigné et approuvé par les autorités compétentes, qui cautionnent le remboursement des frais de traitement. Dans les régions administrées militairement, ce billet d'entrée est signé par un Médecin militaire et contresigné par le Chef du Bureau des Renseignements.

Les malades ou blessés sont admis sans billet, en cas d'urgence, et leur situation administrative est régularisée dans le plus bref délai.

Dans les territoires administrés militairement, quand, en raison de la stabilité incertaine des postes militaires, il n'est pas créé d'infirmerie indigène, il est seulement établi à côté et en dehors de l'infirmerie-ambulance ou de l'infirmerie de poste, un local de consultations, et l'hospitalisation est assurée à l'infirmerie-ambulance.

Le Médecin Chef, ou le Médecin Adjoint de la formation sanitaire, assure ce service et reçoit, de ce fait, l'indemnité prévue à l'article 39.

b) Assistance mobile provisoire

ART. 25. — Tous les Médecins des colonnes mobiles et des bataillons de marche doivent se préoccuper de faire de l'assistance, chaque fois que ce sera possible, et délivrer des médicaments et des objets de pansement. Ils recherchent les occasions de faire de la médecine indigène et, pour faciliter cette recherche, sont toujours accompagnés d'un cavalier interprète.

Chaque fois qu'il est possible, ils dressent, à proximité et en dehors du camp, une tente « Koubba » salle temporaire de consultations, qu'un fanion spécial désigne à l'attention des indigènes.

c) Groupes sanitaires mobiles

ART. 26. — Selon les disponibilités en personnel, il est créé des groupes sanitaires mobiles. Ces groupes, dont la dénomination indique le rôle, ont leur point d'attache dans les annexes d'un hôpital ou d'une infirmerie.

Dans ce but, il est prévu, au point d'attache, des logements pour le personnel du groupe mobile, des hangars, un magasin pour le matériel et des écuries pour les animaux.

Ces groupes y entretiennent leurs moyens de réapprovisionnement.

Statistique

ART. 27. — Les documents statistiques sont établis par les Médecins des différentes formations fixes ou mobiles, conformément aux instructions du Directeur du Service de la Santé et de l'Assistance publiques, qui les centralise et les adresse en communication au Directeur Général.

Attributions des Médecins Chefs de Régions

ART. 28. — Le Médecin Chef de Région est, sous l'autorité du Commandant, dont il est le conseiller technique, le Chef du Service de Santé militaire et du Service de l'Assistance publique de sa Région.

A ce dernier titre, il correspond, par l'intermédiaire du Commandant de la Région, avec le Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques, avec lequel il se concerta pour tout ce qui concerne l'organisation et l'exécution du service.

Il s'assure, par des tournées fréquentes et par un contact permanent avec les Médecins Chefs de formations, du bon fonctionnement des divers organismes de l'Assistance et se rend compte de leurs besoins.

Il juge sur place de l'opportunité des créations nouvelles, détermine leur emplacement et indique la capacité qu'elles devront avoir, après entente avec l'autorité locale.

Il soumet au Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques toutes propositions utiles au développement de l'Assistance Médicale Indigène ; ces propositions sont ensuite transmises au Directeur Général.

En cas d'épidémie, il étudie sur place, de concert avec les Médecins de la localité, les mesures prophylactiques générales à prendre en vue d'enrayer le fléau.

Il veille à ce que les Médecins de l'Assistance de la Région pratiquent en tout temps les vaccinations, et plus particulièrement en temps d'épidémie.

Il juge, suivant les circonstances, de l'opportunité de la mise en marche du Groupe Sanitaire Mobile de sa Région.

Le Médecin Chef de Région est, en un mot, l'Inspecteur permanent de l'Assistance publique de son territoire et coordonne la vie médicale de la Région.

Attributions et devoirs généraux des Médecins Chefs

ART. 29. — Le Médecin Chef dirige, surveille et assure les services de sa formation sous l'autorité du

Commandant de Région, du Contrôleur Civil ou du Chef des Services Municipaux, et sous l'autorité technique du Médecin Chef de Région ; il propose toutes les mesures sanitaires dont la réalisation réclame l'intervention de l'autorité supérieure ; il s'assure spécialement de la ponctuelle exécution des mesures prescrites dans le but de prévenir l'invasion et arrêter la propagation des maladies contagieuses.

ART. 30. — Il est à la disposition de l'autorité locale pour la visite des filles soumises, l'inspection hygiénique et prophylactique des écoles et des prisons, les opérations médico-légales et pour l'examen de toutes questions exigeant l'intervention médicale ; il établit les certificats, rapports et tous les documents qui lui sont demandés à ce sujet.

Chaque fois qu'il prend part à une conférence intéressant l'hygiène et la prophylaxie publiques, ou concernant des projets de construction, d'amélioration et d'aménagement de formations sanitaires, il adresse une expédition du procès-verbal au Directeur.

Il soumet toute sa correspondance au visa de l'autorité dont il relève immédiatement et l'enregistre sur un registre spécial.

ART. 31. — Si le Médecin Chef d'un des deux services sanitaires fixe et mobile devient indisponible, celui de l'autre le remplace momentanément, tout en continuant à assurer son service personnel.

Au cas où il n'existerait qu'un seul Médecin, il peut être chargé à la fois des deux services.

ART. 32. — Chaque Médecin Chef de formation sanitaire relève et reçoit des ordres :

- 1° De l'autorité administrative locale ou régionale ;
- 2° Du Directeur de la Santé de l'Assistance publiques ;
- 3° Des fonctionnaires de l'ordre judiciaire (réquisitions).

Les Médecins en sous-ordre relèvent et reçoivent des ordres des Médecins Chefs des formations sanitaires et des fonctionnaires désignés à l'article précédent.

ART. 33. — A tous les degrés de la hiérarchie, si les circonstances l'exigent et sous sa responsabilité, chaque Médecin peut exercer directement son initiative dans tous les cas où l'intervention du service de Santé est nécessaire ou simplement utile.

CHAPITRE III

RECRUTEMENT ET ORGANISATION DU PERSONNEL MÉDICAL DU SERVICE DE LA SANTÉ ET DE L'ASSISTANCE PUBLIQUES

Dispositions générales

ART. 34. — Les Médecins de la Santé et de l'Assistance publiques sont mis à la disposition des autorités

régionales et relèvent, au point de vue technique et professionnel, du Directeur Général du Service de Santé au Maroc et du Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques.

Recrutement

ART. 35. — Le recrutement des Médecins civils, Docteurs et Doctoresse, se fait au concours. Un avis, affiché dans les villes sièges de Faculté de médecine, et inséré dans la Presse marocaine, déterminera, chaque année, le programme du concours, le nombre de places disponibles, les conditions que doivent remplir les candidats et les villes où pourront être subies les épreuves.

Toutefois, jusqu'à constitution définitive des cadres, pourront être nommés Médecins de la Santé et de l'Assistance publiques au Maroc, par Arrêté du Grand Vizir, les candidats (Médecins civils et Médecins militaires démissionnaires), dont les titres et services auront été jugés suffisants par le Conseil d'Administration constitué à l'article 43.

ART. 36. — Les Médecins admis au concours ou au choix du Conseil d'Administration sont nommés pour deux ans Médecins stagiaires, par Arrêté du Grand Vizir. Ils ne seront titularisés que sur avis conforme du Conseil d'Administration, après examen des notes données par les Chefs de Service intéressés et sur justification de connaissance suffisante de l'arabe parlé, certifiée par l'École Supérieure d'Enseignement Arabe et Berbère de Rabat.

Les Médecins stagiaires peuvent être autorisés à effectuer une année de stage supplémentaire qui, si elle ne donne pas de résultats estimés suffisants par le Conseil d'Administration entraînera le licenciement, avec droit à une indemnité égale à six mois de traitement.

ART. 37. — Les Médecins civils du Service de la Santé et de l'Assistance publiques sont répartis en six classes qui correspondent aux traitements ci-après :

Stagiaires	6.000 francs.
5 ^e classe	7.000 —
4 ^e classe	8.000 —
3 ^e classe	10.000 —
2 ^e classe	11.000 —
1 ^{re} classe	12.000 —

ART. 38. — Tous les Médecins civils en fonction reçoivent, en outre, et dans les mêmes conditions, les indemnités de logement et de cherté de vie accordées aux fonctionnaires du Protectorat.

ART. 39. — Les Médecins militaires hors cadres et ceux des zones d'occupation, affectés au Service de la Santé et de l'Assistance publiques reçoivent, en sus de leur solde coloniale (maintenue invariable) de leur grade, une indemnité annuelle de fonction fixée ainsi qu'il suit :

Médecins auxiliaires et Aides-Majors de 1 ^{re} et 2 ^e classe	750 francs.
Médecins Majors de 2 ^e classe.....	1.100 —
Médecins Majors de 1 ^{re} classe.....	1.400 —
Médecins Chefs des Régions de Fez, Meknès, Marrakech, Rabat et Tadla Zaïan	1.800 —
Médecin Chef de la Région de Casa-Blanca	3.000 —

ART. 40. — Touchent une indemnité annuelle de fonction au titre du Protectorat (indemnité non cumulable avec celle prévue à l'article 39) :

De 2.000 francs, le Médecin chargé du Centre Vaccinogène de Rabat ;

De 2.400 francs, le Directeur de l'Institut Pasteur de Rabat ; le Médecin adjoint civil au Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques ;

De 2.500 francs, le Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques ;

De 3.000 francs, le Directeur Général du Service de la Santé.

Avancements

ART. 41. — L'avancement, pour les Médecins civils, a lieu moitié à l'ancienneté, moitié au choix.

Peuvent seuls être promus au choix, à la classe supérieure, les Médecins ayant passé deux ans dans la classe précédente et inscrits sur un tableau d'avancement établi, chaque année, par un Conseil d'Administration présidé par le Directeur Général du Service de Santé au Maroc, composé :

Du Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques de la zone des territoires civils et des villes ;

D'un Chef de service désigné par le Secrétaire Général du Protectorat ;

Du Chef du Bureau Politique ;

D'un Chef de service désigné par le Secrétaire Général du Gouvernement Chérifien ;

Du Chef de Service du Personnel, comme Secrétaire.

Congés et retraites

ART. 42. — Pour les congés et les retraites, les Médecins sont soumis au régime des autres fonctionnaires du Protectorat.

Discipline. — Licenciement

ART. 43. — Les peines disciplinaires applicables aux Médecins sont :

L'avertissement ;

Le blâme ;

La rétrogradation ;

La révocation.

Les deux premières sont prononcées par le Directeur de la Santé et de l'Assistance publiques.

La rétrogradation et la révocation sont prononcées par le Grand Vizir, après avis du Conseil d'Administration siégeant en qualité de Conseil de Discipline, avec adjonction d'un Médecin de la classe du Médecin inculpé et dont le nom sera tiré au sort en sa présence, par le Président du dit Conseil.

Tout Médecin, déféré au Conseil d'Administration réuni en Conseil de Discipline, a droit à la communication préalable de son dossier. Il peut présenter ses moyens de défense oralement ou par mémoire.

ART. 44. — Le déplacement ne constitue, en aucun cas, une peine disciplinaire.

ART. 45. — Le licenciement de tout Médecin peut être prononcée par Arrêté du Grand Vizir, pour raisons de service, incapacité, insuffisance de validité physique, après avis du Conseil d'Administration précité, moyennant une indemnité de licenciement qui ne peut être inférieure à une année de traitement, nonobstant tous droits à la retraite.

Dispositions transitoires

ART. 46. — Les Médecins militaires mis, antérieurement au 31 décembre 1912, à la disposition du Ministre des Affaires Etrangères, continueront à recevoir leur traitement actuel s'il est supérieur à la solde coloniale de leur grade.

ART. 47. — L'indemnité annuelle de 600 francs pour l'inspection sanitaire des écoles est maintenue à titre provisoire aux seuls Médecins qui en bénéficient à la promulgation du présent texte.

Infirmiers

ART. 48. — Des Arrêtés du Grand Vizir, rendus sur la proposition du Directeur Général du Service de Santé, fixent les conditions de recrutement, d'avancement et de discipline des infirmiers européens et des infirmiers indigènes.

CHAPITRE IV

Dispositions finales

ART. 49. — Le présent règlement entrera en vigueur à la date de sa promulgation.

Il abroge toutes dispositions antérieures relatives à l'organisation et au fonctionnement du Service de la Santé et de l'Assistance publiques.

Fait à Rabat, le 20 Mars 1915.

Le Commissaire Résident Général,
Commandant en Chef.

LYAUTEY.

ARRÊTÉ VIZIRIEL DU 24 MARS 1915

relatif à la mise en application du Règlement du 20 Mars 1915 sur le Service de la Santé et de l'Assistance Publiques au Maroc.

LE GRAND VIZIR,

Considérant que, depuis la suppression de la Direction Spéciale du Service de Santé des T. M. O., exercée actuellement par le Directeur Général du Service de Santé, la division en zones au Maroc du Service de la Santé et de l'Assistance Publiques n'a plus sa raison d'être ;

Vu le Dahir de Sa Majesté Chérifienne, en date du 11 Djoumada el Oula 1331 (18 avril 1913) ;

Vu l'Arrêté Viziriel, en date du 14 Djoumada Tani 1331 (21 mai 1913),

ARRÊTE :

ARTICLE UNIQUE. — Le Règlement sur le Service de Santé établi par Arrêté Résidentiel du 20 mars 1915 et modifiant le Règlement du 19 avril 1913 entrera immédiatement en vigueur.

Fait à Rabat, le 7 Djoumada I 1333.

(24 Mars 1915).

M'HAMMED BEN MOHAMMED EL GU'EBBAS, Grand Vizir.

Vu pour promulgation et mise à exécution :

Rabat, le 25 Mars 1915.

*Le Ministre Plénipotentiaire,
Délégué à la Résidence Générale,*

SAINTE-AULAIRE.

**TÉMOIGNAGE DE SATISFACTION
accordé à un Officier**

Le GENERAL COMMANDANT EN CHEF a pris connaissance avec le plus vif intérêt du rapport établi par le Lieutenant DESTELLE, du 114^e Régiment Territorial, au sujet des renseignements tirés de la lecture des carnets de route des prisonniers de guerre allemands.

Il exprime à M. le Lieutenant DESTELLE toute sa satisfaction pour ce travail remarquablement étudié et fort bien présenté.

Fait à Rabat, le 22 Mars 1915.

*Le Commissaire Résident Général,
Commandant en Chef,*

LYAUTEY.

NOTE

relative au fonctionnement du Bureau de Recrutement installé à Rabat

Le Bureau de Recrutement du Maroc, institué par décret du 12 avril 1914, est installé à Rabat, où il a commencé à fonctionner à dater du 15 mars en ce qui a trait à l'administration des hommes des réserves, de l'armée territoriale, des non disponibles et à la formation de la classe 1916.

Par application des dispositions de l'article 5 du décret précité, les attributions militaires, autrefois dévolues aux Consuls de France, passent aux Contrôleurs Civils et aux Commandants des Cercles en ce qui concerne le recensement annuel des classes.

Toutes les autres attributions relatives à la transmission des ordres d'appel et de convocation, au visa délivré pour les déclarations de changement de résidence ou de domicile, passent au Service de la Gendarmerie, conformément aux dispositions de l'article 2 du même décret, et au Service des Renseignements dans les localités qui ne possèdent pas de brigade de gendarmerie.

Rabat, le 25 Mars 1915.

P. O. Le Chef de l'Etat-Major,

ODRY.

PARTIE NON OFFICIELLE

**SITUATION POLITIQUE ET MILITAIRE DU MAROC
à la date du 27 Mars 1915.**

Dans la région de Taza, l'hostilité des tribus dissidentes est rendue manifeste par les agressions de quelques bandes qui inquiètent les sentinelles des postes et cherchent à commettre des déprédations à la voie ferrée en construction de M'çoun à Taza et aux lignes télégraphiques. Le 24 Mars, le convoi de Taza à Bab Merzouka a été assez vivement attaqué par un parti d'environ 150 Riata ; une riposte vigoureuse du groupe de protection a mis en fuite l'ennemi. Nous avons eu un officier de spahis blessé légèrement.

En attendant que les circonstances atmosphériques lui permettent d'entreprendre une action plus importante, la colonne mobile de Taza effectue de nombreuses sorties dans les environs immédiats de la ville.

Sur le front Tadla-Khenifra, la situation est sans changement. Plusieurs troupes ayant tenté de se rapprocher du poste Khénifra en ont été chassés.

Dans la région de M'wrakach, la tranquillité reste parfaite. Dans le Sous, quelques fractions montagnardes de la tribu des Mentaga, située au Nord de Taroudant, s'étant rendues coupables de scènes de désordre, le Pacha

HADA OU MOUIS a envoyé contre elles un contingent de 1000 fusils qui a rétabli complètement le calme.

*
*
*

Le RESIDENT GENERAL est actuellement à Casablanca pour y régler sur place plusieurs importantes questions concernant la ville et la Région.

SA MAJESTÉ LE SULTAN s'y est également rendu le 25 Mars avec l'intention d'y séjourner une semaine. Son arrivée à laquelle assistait le RESIDENT GENERAL, entouré de sa maison civile et militaire et de toutes les autorités de la ville, a donné lieu à une importante manifestation empreinte de respect de la part de toute la population casablancaise.

La présence simultanée du SULTAN et du RESIDENT GENERAL est une nouvelle preuve de la solidarité qui unit le Pouvoir Chérifien au Gouvernement Français.

DIRECTION DE LA SANTÉ ET DE L'ASSISTANCE PUBLIQUES

ADDENDUM

à l'Instruction sur la Rage (B. O. n° 119)

Il y a lieu d'ajouter à l'Instruction sur la rage, du Service de la Santé et de l'Assistance publiques, parue au Bulletin Officiel n° 119; du 1^{er} février 1915, pages 56 et 57, l'addendum suivant :

« Il va sans dire que toutes les fois que l'animal mordeur sera reconnu atteint ou suspect de rage, l'autorité municipale devra prescrire aux propriétaires des animaux mordus d'abattre ou de faire abattre ces animaux dans le plus bref délai. »

ANNONCES

La Direction du « Bulletin Officiel » décline toute responsabilité quant à la teneur des annonces.

Annonces judiciaires, administratives et légales

SECRETARIAT-GREFFE
DU TRIBUNAL CIVIL DE PREMIÈRE
INSTANCE DE CASABLANCA

VENTE aux enchères publiques

A la requête de Monsieur Armand ALACCHI, Secrétaire-Greffier près le Tribunal civil de première Instance de Casablanca, agissant en qualité et en vertu de deux ordonnances de référé rendues sur requête par Monsieur le Président du Tribunal Civil de Casablanca.

Il sera procédé le LUNDI 19 MARS 1915, à huit heures du matin, et jours suivants, à la vente aux enchères publiques, au plus offrant et dernier enchérisseur, de :

I. — Rue du Camp Espagnol, maison SI ER REGREGUI, de divers articles de quincaillerie, caisses pour machines et voitures, paillasons en fil de fer, nattes et cordes, meubles et effets mobiliers ;

II. — Dans un fondouk situé Boulevard du 4^e Zouaves, en face la porte Bab el Rha, de :

1^o Appareils d'éclairage électrique et fournitures d'électricité ; graisses pour machines ;

2^o 36 caisses contenant des verres à thé dit HAIATI et des verres de bière.

Les opérations de vente commenceront par les marchandises se trouvant dans l'immeuble de la rue du Camp Espagnol.

La vente aura lieu au comptant et l'acquéreur devra immédiatement prendre livraison, sous peine de folle enchère.

L'adjudicataire devra également verser entre les mains du Secrétaire-Greffier qui procédera à la vente, 5 % en sus de son prix d'adjudication.

Casablanca, le 22 Mars 1915.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
NERRIÈRE.

GREFFE DU TRIBUNAL DE PAIX
DE RABAT

Par ordonnance enregistrée, rendue par M. le Juge de Paix de Rabat, ont été déclarées vacantes les successions des sieurs :

BOUCHUT Jean-Claude, Entrepreneur du Génie à Kenitra, décédé le 1^{er} Novembre 1913.

JEANCLERC Louis, Comptable, décédé à l'Hôpital Marie-Feuillet le 1^{er} février 1915.

CHARLES Joseph, ex-Cuisinier, Soldat à la 2^e Compagnie du Bataillon de Rabat, décédé à l'Hôpital Marie-Feuillet le 9 février 1915.

SARRAT Henri, Employé à la Résidence Générale, décédé à l'Hôpital Marie-Feuillet le 25 février 1915.

ALOUISSI SAID BEN LAKHDAR BEN MESSAOUD, Entrepreneur de transports à Dar

bel Hamri, y décédé le 1^{er} février 1915.

Les héritiers sont invités à se faire connaître et à justifier de leurs qualités.

Les créanciers sont invités à produire leurs titres de créance.

Le Curateur,
A. KUHN.

TRIBUNAL DE PREMIÈRE INSTANCE
D'OUJDA

Faillite
EL AISSAOUI EL BOURH

Vérification et affirmation
des créances :

Le Mardi 13 Avril 1915
à dix heures du matin.

Le Secrétaire-Greffier en Chef,
ROLLAND.